**مركز القانون العربي والإسلامي**

**Centre de droit arabe et musulman**

**Centre of Arab and Islamic Law**

**Centro di diritto arabo e musulmano**

Sami Aldeeb, dr en droit

Ochettaz 17

Ch-1025 St-Sulpice

Tél. fixe: 0041[0]21 6916585

Tél. portable: 0041[0]78 9246196

Site: [www.sami-aldeeb.com](http://www.sami-aldeeb.com/)

Email: [sami.aldeeb@yahoo.fr](mailto:sami.aldeeb@yahoo.fr)

**Banques islamiques, banques des voleurs**

**Les intérêts et le système bancaire en droit juif, chrétien et musulman**

**entre éthique et abus linguistique**

**Esquisse**

**par**

**Sami Aldeeb**

[Enjeux économiques colossaux 3](#_Toc349545643)

[Différentes opinions autour des finances islamiques 6](#_Toc349545644)

[Trois conceptions de la loi 8](#_Toc349545645)

[La loi démocratique 8](#_Toc349545646)

[La loi dictatoriale 9](#_Toc349545647)

[La loi révélée 9](#_Toc349545648)

[Conception juive du droit 9](#_Toc349545649)

[Conception chrétienne de la loi 10](#_Toc349545650)

[Conception musulmane de la loi 11](#_Toc349545651)

[Rapports économiques réglées par les normes religieuses 12](#_Toc349545652)

[A) Les intérêts chez les juifs 13](#_Toc349545653)

[Moyens pour contourner l’interdiction 13](#_Toc349545654)

[Pas de sanction 14](#_Toc349545655)

[B) Les intérêts chez les chrétiens 14](#_Toc349545656)

[Jésus non législateur 14](#_Toc349545657)

[Position de l’église 14](#_Toc349545658)

[Moyens pour contourner l’interdiction 15](#_Toc349545659)

[Position de Calvin 16](#_Toc349545660)

[C) Les intérêts chez les musulmans 17](#_Toc349545661)

[Position du Coran et du hadith 17](#_Toc349545662)

[Moyens pour contourner l’interdiction 18](#_Toc349545663)

[Pas de sanction 18](#_Toc349545664)

[Débat législatif et doctrinaire actuel dans les pays musulmans 19](#_Toc349545665)

[Les intérêts dans les codes civils arabes 19](#_Toc349545666)

[Avis en faveur des intérêts 20](#_Toc349545667)

[A) Position de l'égyptien 'Abd-al-Razzaq Al-Sanhuri 20](#_Toc349545668)

[B) Position du juge égyptien Muhammad Sa'id Al-Ashmawi 20](#_Toc349545669)

[C) Position du professeur tunisien Mohamed Charfi 21](#_Toc349545670)

[Avis contre les intérêts 21](#_Toc349545671)

[A) Position des organismes religieux 21](#_Toc349545672)

[B) Position de Youssef Al-Qaradawi 22](#_Toc349545673)

[Que faire avec l'argent déposé dans les banques conventionnelles? 23](#_Toc349545674)

[Banques et sociétés d'investissement islamiques 23](#_Toc349545675)

[Banques islamiques comme droit et devoir 23](#_Toc349545676)

[Création des banques islamiques: vin nouveau dans de vieux barils 24](#_Toc349545677)

[Activités des banques islamiques 25](#_Toc349545678)

[Usage du label religieux pour attirer les clients 25](#_Toc349545679)

[Surveillance des banques islamiques 26](#_Toc349545680)

[Types de banques islamiques 27](#_Toc349545681)

[Objections contre les banques islamiques 27](#_Toc349545682)

[Scandales provoqués par les banques islamiques 29](#_Toc349545683)

[Mutation de banques traditionnelles et création de banques islamiques en Occident 29](#_Toc349545684)

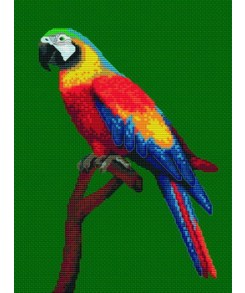
[Histoire de Vevey en 2011 31](#_Toc349545685)

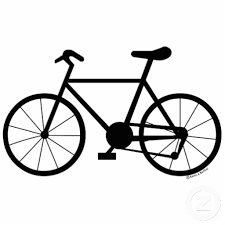
[Les suquq islamiques souveraines égyptiennes 32](#_Toc349545686)

**1)**







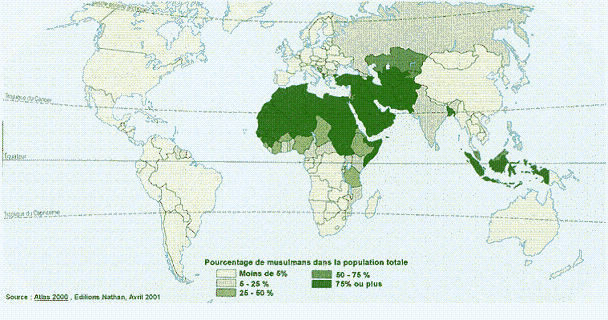






**Religious wine costs you generally 25% more than normal wine**

Musulmans 20% de la population mondiale



### Enjeux économiques colossaux

Ce sujet touche des sommes colossales. Le débat concerne surtout les finances islamiques mais qu’il faut le placer dans une perspective comparatiste pour voir le lien entre les normes juives, chrétiennes et musulmanes.

Quelques chiffres indicatifs:

* Aujourd'hui, les banques islamiques drainent des sommes estimées à 1000 milliards de dollars en 2010
* 40 % à 50% de l'épargne des musulmans seront gérés par la finance islamique d'ici 8 à 10 ans, contre 10 % vers 2007.
* Mais les banques islamiques ne représentent pas plus de 4% des activités bancaires mondiales.
* 20% de croissances par année.

### Différentes opinions autour des finances islamiques





Christine Lagarde 2008 fait l'éloge des finances islamiques



Le cheikh libanais Al-Alayli (décédé en 1996) estime que la querelle relative aux intérêts est une tromperie sur les mots (khida' al-alfaz)



Muhammad Sayyid Tantawi (décédé en 2010), Grand Mufti égyptien et grand Imam de l'Azhar: les gains distribués par les banques musulmanes et les intérêts distribués par les banques classiques ne diffèrent que dans le nom



Mustafa Kamal Al-Mahdawi, juge libyen retraité, appelle les banques islamiques les banques des escrocs.

Les intérêts ont suscité une controverse aussi au sein du judaïsme et du christianisme.

Pour comprendre d’où vient cette controverse, il faut comprendre leurs conceptions juridiques respectives.

### Trois conceptions de la loi

##### La loi démocratique

Les gens décident leurs lois et les changent, selon leurs intérêts et leurs goûts, comme ils font avec le fromage.



##### La loi dictatoriale

Je veux votre bien. Je vous fais une loi. Vous obéissez ou je vous coupe votre tête.



##### La loi révélée

* Chez les Juifs
* Chez les musulmans
* Peu chez les chrétiens

##### Conception juive du droit



"Les tables étaient l'œuvre de Dieu et l'écriture était celle de Dieu, gravée sur les tables" (Ex 32:16).

Veau d'or : il tomba ce jour-là environ trois mille hommes (Ex 32:26-29).

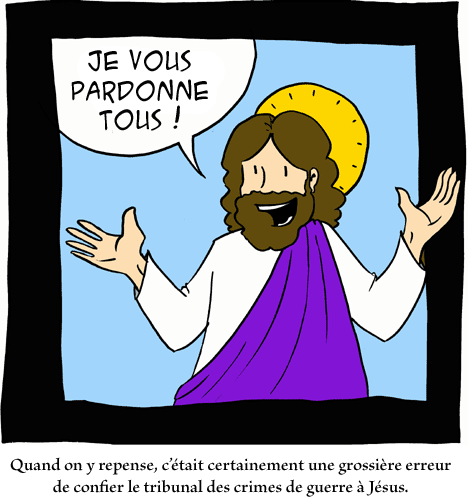
On lit dans l'Ancien Testament:

Tout ce que je vous ordonne, vous le garderez et le pratiquerez, sans y ajouter ni en retrancher (Dt 13:1).

C'est une loi perpétuelle pour vos descendants, où que vous habitiez (Lv 23:14).

Invoquant ces versets, Maïmonide, le plus grand théologien et philosophe juif, mort au Caire en 1204, écrit: "C'est une notion clairement explicitée dans la loi que cette dernière reste d'obligation éternelle et dans les siècles des siècles, sans être sujette à subir aucune variation, retranchement, ni complément". Celui qui prétendrait le contraire devrait être, selon Maïmonide, "mis à mort par strangulation".

##### Conception chrétienne de la loi



Bien que provenant de la tradition juive, Jésus était peu enclin à appliquer les normes juridiques prévues dans l'Ancien Testament:

* Cas de la femme adultère
* Cas de la succession.
* Suppression de la loi du talion.

À défaut de textes légaux en nombre suffisant dans le Nouveau Testament, les chrétiens se sont rabattus sur le droit romain. Le jurisconsulte Gaius (mort vers l'an 180) définit la loi comme étant "ce que le peuple prescrit et établit". Le système démocratique moderne est basé sur cette conception du droit.



##### Conception musulmane de la loi

Islam veut dire la soumission à la volonté de Dieu exprimée dans le Coran et la Sunnah de Mahomet, les deux sources principales du droit:

Ceux qui ne jugent pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les pervers, […] les injustes, [...] les mauvais (5:44, 45, 47).

Lorsque Dieu et son envoyé ont décidé d'une affaire, il n'appartient pas à un croyant ou une croyante d'avoir le choix dans leur affaire. Quiconque désobéit à Dieu et à son envoyé, s'est égaré d'un égarement manifeste (33:36).

Cas de l’adultère: "Ceux qui ne jugent pas d'après ce que Dieu a fait descendre, ceux-là sont les pervers" (5:47).

Le cheikh Muhammad Mitwalli Al-Sha'rawi (d. 1998):

Si j'étais le responsable de ce pays ou la personne chargée d'appliquer la loi de Dieu, je donnerais un délai d'une année à celui qui rejette l'islam, lui accordant le droit de dire qu'il n'est plus musulman. Alors je le dispenserais de l'application du droit musulman en le condamnant à mort en tant qu'apostat.



Pour les auteurs musulmans:

- Si la question à réglementer fait l'objet d'un texte du Coran ou de la Sunnah, à la fois authentique et clair, la nation ne peut que s'y soumettre; elle ne saurait établir une règle contraire.

- Si le sens peut prêter à différentes interprétations, la nation peut essayer d'en déduire une solution à partir de la compréhension du texte, en préférant une interprétation à une autre.

- En l'absence de texte, la nation est libre d'établir la norme qui lui convient, à condition que cette norme soit dans le respect de l'esprit du droit musulman et de ses règles générales et qu'elle ne soit pas contraire à une autre norme musulmane.

Cette conception de la loi provient du fait que les musulmans n'ont pas confiance dans le raisonnement humain. La déclaration musulmane promulguée en 1981, dit dans le préambule:

Forts de notre foi dans le fait que Dieu est le maître souverain de toute chose en cette vie immédiate comme en la vie ultime [...]

Forts de notre conviction que l'intelligence humaine est incapable d'élaborer la voie la meilleure en vue d'assurer le service de la vie, sans que Dieu ne la guide et ne lui en assure révélation…

### Rapports économiques réglées par les normes religieuses

Qui dit économie, dit abus… que la loi tend de réduire. Et c’est la loi religieuse qui s’en est chargée.

##### Les intérêts chez les juifs

Le droit juif a deux sources principales : la Bible et le Talmud qui est un commentaire de la Mishna

Dans l'antiquité, le créancier détenait un pouvoir exorbitant sur le débiteur. Le 2e livre des Rois rapporte un épisode tragique: à la mort du débiteur, le créancier s'empare de ses enfants pour les réduire en esclavage en remboursement de la dette de leur père (2 R 4:1-7).

C'est afin de réagir contre cette situation que la législation biblique intervient à plusieurs reprises pour interdire l'imposition d'intérêt dans les prêts entre Israélites. Nous en donnons ici les passages les plus importants:

Tu ne prêteras pas à intérêt à ton frère, qu'il s'agisse d'un prêt d'argent, ou de vivres, ou de quoi que ce soit dont on exige intérêt. A l'étranger tu pourras prêter à intérêt, mais tu prêteras sans intérêt à ton frère, afin que Yahvé ton Dieu te bénisse en tous tes travaux, au pays où tu vas entrer pour en prendre possession (Deutéronome 23:20-21).

Si tu prêtes de l'argent à un compatriote, à l'indigent qui est chez toi, tu ne te comporteras pas envers lui comme un prêteur à gages, vous ne lui imposerez pas d'intérêts (Exode 22:24).

Si ton frère qui vit avec toi tombe dans la gêne et s'avère défaillant dans ses rapports avec toi, tu le soutiendras à titre d'étranger ou d'hôte et il vivra avec toi. Ne lui prends ni travail ni intérêts, mais aie la crainte de ton Dieu et que ton frère vive avec toi. Tu ne lui donneras pas d'argent pour en tirer du profit ni de la nourriture pour en percevoir des intérêts (Lévitique 25:35-35).

Cette interdiction s'applique à tout prêt, quel que soit le taux des intérêts

Elle ne fait pas de distinction entre le prêt fait à un riche et celui fait à un pauvre.

Selon le Talmud, violent l'interdiction des intérêts le créancier qui prête de l'argent contre intérêt, le débiteur qui accepte de payer des intérêts, le témoin et le notaire qui rédige le contrat. L'interdiction couvre l'intérêt pour le prêt en argent, mais aussi l'intérêt pour le prêt en nature, voire pour un service.

##### Moyens pour contourner l’interdiction

Est aussi interdit le partenariat dans lequel un créancier finance une affaire dans laquelle il prendrait part au profit alors que le débiteur assumerait seul la perte.

Si par contre le créancier et le débiteur partagent aussi bien le profit que la perte, un tel accord est considéré comme valide

Aujourd'hui, pour valider religieusement un prêt avec intérêt entre juifs, il suffit d'ajouter au contrat une clause indiquant que le prêt est fait à titre de partenariat.

Il est permis de prêter de l'argent à un non-juif, qui à son tour prête l'argent à un juif, ou de demander à un agent d'emprunter de l'argent, les deux opérations étant munies d'une clause fixant le taux d'intérêt.

Il est permis de prêter 100 unités d'argent à un homme d'affaire en indiquant dans le contrat que le gain réalisé par ce dernier sera versé au créancier contre paiement d'un salaire à l'homme d'affaire pour son travail.

La loi permet à un juif d'emprunter de l'argent d'un non juif contre intérêt lorsqu'il n'existe pas d'autre moyen pour avoir l'argent.

##### Pas de sanction

La Bible ne comporte aucune, mais simplement une bénédiction divine, comme dans Deutéronome 23:21.

Ézéchiel classe l'usure parmi les graves délits:

[Celui] qui opprime le pauvre et le malheureux, commet des rapines, ne rend pas le gage, lève les yeux vers les ordures, commet l'abomination, prête avec usure et prend des intérêts, celui-ci ne vivra pas après avoir commis tous ces crimes abominables, il mourra et son sang sera sur lui (Ez 18:11-13).

Ici aussi, cette sanction est d'ordre divin.

Mais les tribunaux rabbiniques semblent avoir exercé le pouvoir de pénaliser le créancier en refusant de donner suite à sa réclamation de son capital. Ils rejettent aussi le témoignage et le serment des prêteurs d'argent.

##### Les intérêts chez les chrétiens

##### Jésus non législateur

Nouveau Testament texte moraliste et très peu de normes à caractère juridique, dont justement un passage concernant le prêt, interprété comme une interdiction des intérêts, sans distinction entre juifs et non-juifs, quel que soit le taux des intérêts:

Si vous prêtez à ceux dont vous espérez recevoir, quel gré vous en saura-t-on ? Même des pécheurs prêtent à des pécheurs afin de recevoir l'équivalent. Au contraire, aimez vos ennemis, faites du bien et prêtez sans rien attendre en retour. Votre récompense alors sera grande, et vous serez les fils du Très-Haut, car il est bon, Lui, pour les ingrats et les méchants (Luc 6:34-35).

##### Position de l’église

Comme nous le verrons prochainement avec le système de crédit social, l’Église encourage le don gratuit.

* création des monts-de-piété qui prêtaient sans intérêt ou à un faible taux (pour l’époque : inférieur à 5 %) allait dans ce sens, née en 1462, un moyen de combattre l’usure et les taux d’intérêt abusifs pratiqués à l’époque.
* Dix ans plus tard, le Monte dei Paschi di Siena fut établi à Sienne avec le même objectif.

Aristote: L’argent ne fait pas de petits.

Saint Ambroise mort en 397 : *« Qu’est-ce que le prêt à intérêt, sinon tuer un homme ? »*

Saint Jean Chrysostome mort en 407: *« Rien n’est plus honteux, ni plus cruel que l’usure. »*

Saint Léon (vers 450) : *« Le profit usuraire de l’argent, c’est la mort de l’âme. »*

##### Moyens pour contourner l’interdiction

Saint Thomas d’Aquin mort en 1274: Citant *Exode (22.24), il dit : Recevoir un intérêt pour l’usage de l’argent prêté est de soi injuste, car c’est faire payer ce qui n’existe pas ; ce qui constitue évidemment une inégalité contraire à la justice… c’est en quoi consiste l’usure. Et comme l’on est tenu de restituer les biens acquis injustement, de même l’on est tenu de restituer l’argent reçu à titre d’intérêt. »*. Il admet la *poena conventionalis* : indemnité si l’échéance n’est pas respectée. *« Le débiteur qui retient l’argent de son créancier au-delà du terme fixé lui fait tort… On fait tort à son prochain en l’empêchant de recueillir ce qu’il avait l’espoir légitime de posséder. Et alors la compensation n’a pas à se fonder sur l’égalité, parce qu’une possession future ne vaut pas une possession actuelle »* Il admet aussi le *damnum emergens* et *lucrum cessans* : deux préjudices causés au créancier (perte – impôts – et gain empêché) à rembourser selon saint Thomas d’Aquin :*« Dans son contrat avec l’emprunteur, le prêteur peut, sans aucun péché, stipuler une indemnité à verser pour le préjudice qu’il subit en se privant de ce qui était en sa possession ; ce n’est pas là vendre l’usage de l’argent mais recevoir un dédommagement. »*

En 1311, au concile de Vienne, le pape Clément V a déclaré nulle et vaine toute la législation civile (positive) en faveur de l’usure, et *« si quelqu’un tombe dans cette erreur d’oser audacieusement affirmer que ce n’est pas un péché que de faire l’usure, nous décrétons qu’il sera puni comme hérétique et nous ordonnons à tous les ordinaires et inquisiteurs de procéder vigoureusement contre tous ceux qui seront soupçonnés de cette hérésie ».*

L’encyclique *Vix pervenit*, adressée le 1er novembre 1745 par Benoît XIV aux évêques d’Italie, est la dernière prise de position doctrinale du Magistère catholique au sujet du prêt à intérêt. A l’encontre de l’opinion libérale d’un patricien de Vérone, le pape réaffirme la doctrine traditionnelle de l’Église. Premièrement, il n’est pas permis de toucher des intérêts rémunératoires en vertu d’un contrat de prêt. Deuxièmement, il est permis de toucher des intérêts compensatoires en vertu d’un titre extrinsèque au contrat de prêt (par exemple un dommage subi par le prêteur). Troisièmement, il est permis de toucher une véritable rémunération en vertu de contrats autres que le prêt. C'est notamment le cas du contrat de société, qui permet de faire un commerce ou des affaires licites en confiant son argent à autrui de façon à en tirer un profit légitime. Exemple typique: une personne qui a de l’argent – un investisseur – et une autre personne qui a un savoir-faire s’associent pour produire et vendre un bien ou un service. Les associés ou sociétaires mettent en commun le gain et le dommage.

L'Église catholique n'a levé l'interdiction des intérêts que part le canon 1543 du Code de droit canonique de 1917:

Si une chose fongible est donnée à quelqu’un en propriété et ne doit être restituée ensuite qu’en même genre, aucun gain à raison du même contrat ne peut être perçu; mais dans la prestation d’une chose fongible, il n’est pas illicite en soi de convenir d’un profit légal, à moins qu’il n’apparaisse comme immodéré, ou même d’un profit plus élevé, si un titre juste et proportionné peut être invoqué.

Ce canon n’a pas été repris dans le nouveau Code de droit canonique promulgué par Jean-Paul II en 1983.

Le Catéchisme de l’Église catholique, publié par Jean-Paul II en 1992, mentionne l’interdiction du prêt à intérêt parmi les mesures juridiques prises "dès l’Ancien Testament" pour venir en aide aux pauvres (par. 2449) et dénonce "des systèmes financiers abusifs sinon usuraires" entre les nations (par. 2438) ainsi que "les trafiquants, dont les pratiques usuraires et mercantiles provoquent la faim et la mort de leurs frères en humanité" (par. 2269).

##### Position de Calvin

Calvin (1509-1564) a été le premier théologien de l’ère moderne à légitimer moralement la pratique du prêt à intérêt.

Partant du texte biblique, il reconnaît que le prêt à intérêt y est effectivement condamné.

Mais il constate que si la Bible condamne l’usure là où devrait se manifester la charité, elle ne parle pas, en revanche, d’une autre pratique, qu’il appelle le “prêt de production”. L'autorisation des intérêts est cependant soumises à sept prescriptions ou "exceptions" comme il les nomme, que nous reproduisons ici:

1) Il n’est pas permis de demander des intérêts aux pauvres et nul ne peut être contraint de payer un intérêt lorsqu’il se trouve dans la misère ou connaît des circonstances difficiles.

2) Celui qui prête de l’argent ne devrait pas être intéressé au gain au point d’en négliger ses devoirs, ni déposséder ses frères pauvres en plaçant son argent dans des investissements en toute sécurité.

3) Dans le cas d’un prêt à intérêt, rien ne doit intervenir qui ne soit naturellement juste et correct. Et si la question est examinée selon la règle de Christ, à savoir ce que vous voulez que les hommes vous fassent etc., elle sera considérée comme valable pour tous.

4) Celui qui contracte un emprunt doit tirer autant ou plus de profit de l’argent emprunté (que le créancier).

5) Nous ne devrions pas juger selon les coutumes habituelles et traditionnelles (concernant la perception d’intérêts) ce que nous sommes autorisés à faire, ni mesurer les injustices en fonction de ce qui est juste et correct; nous devrions plutôt régler notre conduite sur la parole de Dieu.

6) Nous ne devrions pas considérer seulement l’avantage de ceux à qui nous avons affaire mais aussi prendre en compte l’intérêt public et servir la communauté dans son ensemble. Parce qu’il est manifeste que l’intérêt versé par le commerçant est une pension publique, il faut donc veiller soigneusement à ce que le contrat fasse plus de bien public que de mal.

7) On ne dépassera pas les limites fixées par les lois locales ou régionales, bien que cela ne suffise pas toujours, car souvent elles autorisent ce qu’elles ne sont pas capables de corriger ou d’interdire. Il faut donc préférer ce qui est juste et correct dans les circonstances et s’interdire ce qui est de trop.

##### C) Les intérêts chez les musulmans

##### Position du Coran et du hadith

À l'instar de l'Évangile, et contrairement à l'Ancien Testament, le Coran interdit les intérêts pour dette sans discrimination de groupes. Des juristes musulmans distinguent une évolution de ses normes dans ce domaine.

La première étape : exhortation de donner l'aumône au lieu de l'usure

Donne donc au proche parent ce qui lui est dû, ainsi qu'à l'indigent et au voyageur …. Tout ce que vous donnerez [en prêt contre] accroissement, pour accroître [votre fortune] aux dépens des fortunes des humains ne l'accroît pas auprès de Dieu. Mais ce que vous donnez comme [aumône] épuratrice, tout en voulant la face de Dieu […]. Ceux-là auront la double [récompense] (30:38-39).

La deuxième étape : avertissement lancé aux musulmans, en évoquant l'exemple des Juifs:

C'est à cause de l'oppression des juifs que nous leur avons interdit les bonnes [choses] qui leur étaient permises, et … parce qu'ils prennent l'accroissement [du prêt], qui leur était pourtant interdit …. Nous avons préparé pour les mécréants parmi eux un châtiment affligeant (4:160-161).

La troisième étape : interdiction partielle qui ne concerne que l'anatocisme, opération consistant à réunir les intérêts au capital pour former un nouveau capital portant intérêt:

Ô vous qui avez cru! Ne mangez pas l'accroissement [du prêt] doublement redoublé. … Craignez le feu préparé pour les mécréants (3:130-131).

La quatrième étape : interdiction catégorique de tout ce qui dépasse le capital prêté, demandant la remise des intérêts déjà prévus, un sursis pour les débiteurs en difficultés et une exhortation pour une remise de la dette par charité, prévoyant la guerre contre les récalcitrants:

Ceux qui mangent l'accroissement [du prêt] ne se relèvent [le jour du jugement] que comme se relève celui que le toucher du satan a frappé. Cela parce qu'ils disent: "La vente ressemble à l'accroissement". Or, Dieu a permis la vente, et a interdit l'accroissement. … laissez ce qui reste de l'accroissement [du prêt]. Si vous ne le faites pas, alors recevez l'annonce d'une guerre de la part de Dieu et de son envoyé. Si vous revenez, vous aurez le principal de vos fortunes. Vous n'opprimerez pas et vous ne serez pas opprimés. S'il s'agit de quelqu'un dans la malaisance, [accordez] un sursis jusqu'à [ce qu'il soit dans] l'aisance. Mais si vous [en] faites une aumône, cela est meilleur pour vous. Si vous saviez! (2:275-281) .

##### Moyens pour contourner l’interdiction

Pour le droit musulman classique, le prêt à intérêt est interdit. Le terme arabe *riba*, qui signifie augmentation, accroissement, englobe tout profit, sans contrepartie, stipulé par les contractants lors d'une opération de prêt sans faire de distinction entre l'intérêt et l'usure, terme qui désigne aujourd'hui l'intérêt excessif.

* Ce qui est interdit est l'intérêt fixé d'avance.
* La formule de rechange aux taux d'intérêt fixe est la participation aux profits et le partage des pertes.
* Il n’est pas interdit qu'un débiteur paie volontairement un excédent au créancier. Un compagnon avait consenti un prêt à Mahomet. Ce dernier lui a rendu plus qu'il ne lui avait prêté. D'après un hadith: "Le meilleur d'entre vous est celui qui rembourse mieux sa dette".
* le droit musulman permet d'emprunter à intérêt en cas de nécessité. Mais l'état de nécessité est strictement défini par Mahomet qui dit: "L'État de nécessité c'est quand du matin au soir on ne trouve pas de quoi se nourrir". Les juristes ont défini la cessation de l'état de nécessité par le fait de calmer sa faim, à la différence de Malik (d. 795), qui le définit par le rassasiement.
* Double vente, appelée *bay' al-'inan*: Je te prête de l’argent sans intérêts et je te vends un objet â un prix très élevé.
* Contrat de *salam* : olives

##### Pas de sanction

L'usure est classée parmi les grands péchés. Les sanctions de la violation de l'interdiction de l'usure selon le Coran sont les suivantes:

- Les usuriers sont combattus par Dieu et son prophète.

- Les usuriers seront agités par le démon.

- Leur fortune sera anéantie.

- Les usuriers seront voués à l'enfer.

Trois récits de Mahomet signalent les châtiments qui seront infligé aux usuriers:

Lors de mon voyage nocturne, j'ai vu des gens qui ont des gros ventres, dans lesquels rampent des serpents qui se voient même de l'extérieur. J'ai demandé à Gabriel: qui sont ces personnes, il m'a répondu, ce sont des individus qui ont vécu de l'usure.

Sera maudit par Dieu celui qui prend l'usure, celui qui a donné, le greffier du contrat usuraire, ainsi que les témoins de ce contrat.

La répression d'un dirham pris comme usure, sera plus sévère que celle de 36 fornications.

Malgré la position virulente du Coran et de la Sunnah contre l'usure, les sanctions y prévues restent purement religieuses.

Mais les juristes ont prévu une sanction *ta'zir*, discrétionnaire, laissée au choix de l'autorité, pouvant aller jusqu'à la peine de mort. Un compagnon de Mahomet dit: "Celui qui transgresse l'illicéité de l'usure et persiste à le faire, il devient impérieux à l'imam des croyants de l'intimider; s'il persévère, il doit le condamner à mort".

### Débat législatif et doctrinaire actuel dans les pays musulmans

Les intérêts dans le monde actuel posent un problème aigu en raison de l'accumulation des dettes du Tiers Monde. Ils constituent dans le monde arabe, même dans les pays qui n'ont pas de dettes, la question la plus controversée. Faut-il percevoir des intérêts sur les prêts, voire pour les intérêts moratoires? Y a-t-il un système alternatif aux intérêts? Quelle est la pratique actuelle des pays arabes?

##### Les intérêts dans les codes civils arabes

Actuellement, la plupart des pays arabes admettent les prêts à intérêt et les intérêts moratoires. Ceci est inscrit dans leurs lois.

L'article 542 du code civil égyptien, qui a inspiré plusieurs codes arabes, dit: "L'emprunteur est tenu de payer les intérêts convenus à leurs échéances; à défaut de convention sur les intérêts, le prêt est censé être sans rémunération".

L'article 544 permet cependant au débiteur, après six mois de la date du prêt, de notifier son intention de résilier le contrat de prêt, pourvu que la restitution ait lieu dans un délai ne dépassant pas six mois à partir de la notification. Le débiteur n'est tenu alors de payer que les intérêts dus pour les six mois qui suivent la notification.

L'article 226 dit que le débiteur d'une somme d'argent est tenu, en cas de retard dans l'exécution de son obligation, de payer au créancier, en réparation du dommage occasionné par le retard, des intérêts au taux de 4% en matière civile et de 5% en matière commerciale. Ces intérêts courent depuis la date où ils sont demandés en justice. L'article ajoute que "sans préjudice des règles ou des usages du commerce, les intérêts ne sont pas dus sur les intérêts en retard. De toute façon, le montant total des intérêts que le créancier peut percevoir ne peut dépasser le montant du capital".

Ce qui vient d'être dit concerne les rapports entre personnes privées. Quant aux rapports avec les banques, c'est la banque centrale qui détermine les intérêts tenant en considération le marché international, le marché local et la politique économique de l'État. L'article 233 du code civil dit: "Les intérêts commerciaux en matière de compte courant varient suivant le taux de la place, et la capitalisation".

En Arabie saoudite, l'Office des plaintes (Cour suprême) a refusé d'exécuter la partie relative aux intérêts moratoires d'une décision d'un pays arabe malgré la Convention de la Ligue arabe en matière d'exécution des jugements. Les intérêts moratoires ont été considérés comme contraires à l'ordre public saoudien. Il s'agissait d'un contrat de vente déclaré nul par un tribunal du Bahreïn qui a condamné le vendeur à restituer le prix de vente et un intérêt de 9% dès la date du jugement.

##### Avis en faveur des intérêts

La doctrine est partagée en deux camps: Il y a ceux qui sont en faveur du maintien du système actuel, et ceux qui sont contre les intérêts. Nous donnons ici un reflet de ce débat à travers des personnalités représentatives.

##### A) Position de l'égyptien 'Abd-al-Razzaq Al-Sanhuri

Al-Sanhuri (d. 1971) est le père du Code civil égyptien. Il estime que l'interdiction des intérêts, quelle que soit leur forme, doit être la règle afin d'interdire aux gens d'exploiter les besoins des autres ou de spéculer. Mais certaines formes sont plus graves que d'autres. Il s'agit de la forme prévue par le Coran et qui, d'après lui, correspondrait aujourd'hui aux intérêts sur les intérêts. Il permet cependant les intérêts simples pour cause de nécessité sociale. Il permet aussi à l'épargnant de toucher des intérêts pour l'argent déposé à la banque parce qu'il constitue la partie faible à protéger.

##### Position du juge égyptien Muhammad Sa'id Al-Ashmawi

Le défenseur le plus remarqué du système des intérêts est le juge égyptien Al-Ashmawi. Ce juge commence par établir une distinction entre la shari'ah et le fiqh et donne son point de vue sur les intérêts:

- Le Coran n'a pas apporté de précision quant au contenu des versets interdisant les intérêts laissant aux gens la possibilité de le faire et d'instituer des sanctions en cas d'abus.

- L'interdiction des intérêts dont il est question dans le Coran ne se rapporte pas au contrat de prêt, mais au contrat de troc. Tout ce qui en est dit en droit musulman relève du fiqh, œuvre des juristes qui sont faillibles. Or, même le fiqh permet le prêt qui comporte intérêt si celui-ci n'est pas une condition initiale.

- Ceux qui ont interdit de tels intérêts cherchaient à faire une société idéale, une société d'ascètes, un idéal qui ne convient pas à un homme moyen.

- Le Coran interdit de manger la viande de la bête morte, mais permet de le faire en cas de nécessité.

- L'interdiction d'exiger des intérêts concernait le cas d'un nécessiteux qui voulait subvenir à ses besoins. Ayant fermé les yeux sur les réalités sociales, le fiqh a négligé d'établir un seuil que le prêteur ne devait pas dépasser. Et ce n'est que le code civil égyptien qui a établi ce seuil entre 4 et 7%. Au lieu de ruser et de se moquer de Dieu qui est censé tout voir et tout connaître, il vaut mieux avoir un système d'intérêts avec un contrôle des abus.

- Certes, il existe encore aujourd'hui des gens qui empruntent pour subvenir à leurs besoins immédiats: se nourrir et se soigner. Ces cas devraient relever du ressort des organismes sociaux étatiques comme la Banque sociale Nassir ou le Ministère de waqf.

- Les intérêts sur le dépôt de l'argent sous quelque forme que ce soit (simple carnet de dépôt, obligations, certificat d'investissement) sont considérés par les islamistes comme illicites. Il s'agit d'institutions modernes. D'autre part, ce genre d'intérêts perçus ne peut mener à l'exploitation ou à l'asservissement que veut éviter le Coran.

La cour d'appel égyptienne présidée par ce même juge Al-Ashmawi a rejeté en 1986 une décision d'un tribunal de première instance qui avait refusé d'accorder des intérêts. Elle a estimé que le juge de première instance doit appliquer le droit positif en vertu de son serment d'investiture. Elle ajoute qu'il serait faux de dire que les intérêts, admis en Égypte depuis 1883, sont contraires au droit musulman. Le juge de première instance ne peut invoquer la constitution. Celle-ci considère comme la source principale du droit non pas le droit musulman, mais les principes du droit musulman, sans en spécifier le contenu. En raison des divergences des opinions, c'est au législateur égyptien et non au juge d'en choisir une en conformité avec les exigences de la situation et le juge est tenu d'appliquer la loi du législateur. Le contraire ferait fluctuer les normes, déréglerait les principes et saperait la confiance des justiciables.

##### Position du professeur tunisien Mohamed Charfi

Citant le verset 3:125 "O vous qui croyez, ne vivez pas de l'usure produisant le double deux fois", le professeur Mohamed Charfi dit que ce verset penser beaucoup plus à l'usure caractérisée qu'au simple prêt à intérêt raisonnable.

En interprétant la notion d'intérêt d'une façon excessivement large, en interdisant tout prêt à intérêt, les ulémas ont créé un problème social et économique. Par la suite, pour résoudre le problème qu'ils ont créé, ils ont inventé les astuces telles que la vente *salam* pour satisfaire les exigences économiques… qui était prévue par les articles 712 à 717 du code des obligations et des contrats: L'agriculteur vend sa récolte qu'il livrera après la cueillette alors qu'il encaissera le prix immédiatement, ce qui lui donne les liquidités dont il a tant besoin. Mais le remède s'est révélé beaucoup plus néfaste que le mal. Les paysans qui étaient très nécessiteux et qui avaient peur que leur récolte pourrisse devaient vendre cette récolte selon le contrat de *salam* à n'importe quel prix, souvent pour la moitié de sa valeur. Ce qui constitue une véritable usure.

Après l'indépendance, le législateur tunisien a abrogé par la loi du 28 janvier 1958 toute la section du code des obligations et contrats relative au contrat de *salam*. C'était là une mesure salutaire pour les paysans.

Le système des banques islamiques constitue une autre ruse pour détourner l'interdit du prêt à intérêt. Ces banques fonctionnent sur la base de contrats du type *ta'jir*, *mucharaka*, *mudaraba*, *murabaha* qui sont des contrats de prêt à intérêt déguisés, avec cette particularité que l'intérêt n'est pas clairement arrêté d'avance. La prétendue association entre la banque islamique et son client permet toutes les mauvaises surprises pour ce denier. Parfois le comportement de ces banquiers constitue de véritables escroqueries. Le scandale des banques islamiques en Égypte au cours des années 1980 en est la preuve.

##### Avis contre les intérêts

##### A) Position des organismes religieux

Pas tout musulman connaît bien l’islam. L’ignorant doit s’informer auprès des savants religieux pour adapter son comportement aux normes islamiques. Il y a les opinions de groupes et les opinions individuelles. On commence par les groupes.

L'Académie des recherches islamiques de l'Azhar, au Caire, a pris la décision suivante dans son congrès de 1965 auquel étaient représentés des savants de trente-cinq pays musulmans:

1) Les intérêts des prêts dans toutes leurs formes sont illicites, que ce soit des prêts de consommation ou de production, car les textes du Coran et de la Sunnah sont absolus dans l'interdiction des intérêts sur ces deux types de prêts.

2) Les intérêts sont illicites quel que soit leur taux. C'est ce qui découle du sens du verset: "O vous qui croyez! Ne vivez pas de l'usure produisant plusieurs fois le double" (3:130).

3) Le prêt contre intérêts est illicite; ni le besoin ni la nécessité ne l'autorise. Il en est de même de l'emprunt contre intérêts, le péché qui en découle n'étant écarté qu'en cas de nécessité; toute personne doit apprécier lui-même sa nécessité.

4) Les activités bancaires comme les comptes courants, l'échange des chèques, les lettres de crédit, les traites internes tels que pratiqués entre les commerçants et les banques à l'intérieur sont licites. Les paiements contre ces opérations sont licites.

5) Les comptes à terme, les accréditifs et tout autre emprunt contre intérêts sont illicites.

L'Académie du droit musulman dépendant de l'Organisation de la conférence islamique, dont le siège est à Jeddah, s'est aussi prononcée contre les intérêts dans sa décision de 1985:

1) Est considérée comme intérêts illicites du point de vue du droit musulman toute augmentation (ou intérêt) résultant du fait de différer le remboursement de la dette échue que le débiteur ne peut rembourser, et toute augmentation (ou intérêt) sur un prêt prévue initialement dans le contrat.

2) L'alternative admise par l'Islam qui assure la disponibilité de l'argent et encourage l'activité commerciale est celle qui se conforme aux normes islamiques, notamment celles émises par les institutions de fatwas intéressées par les différentes pratiques des banques islamiques.

3) L'Académie invite instamment les gouvernements musulmans à encourager les banques islamiques existantes et à faciliter leur création dans chaque pays musulman pour couvrir les besoins des musulmans afin que ceux-ci ne vivent pas dans la contradiction entre leur réalité et leur religion.

Une décision allant dans le même sens a été prise en 1986 par l'Académie du droit musulman dépendant de la Ligue du monde musulman, dont le siège est à la Mecque. Cette décision ajoute qu'il est illicite pour un musulman d'avoir des transactions avec les banques usurières s'il lui est possible d'effectuer de telles transactions avec une banque islamique. De nombreuses fatwas se sont prononcées dans le même sens.

##### B) Position de Youssef Al-Qaradawi

- Al-Qaradawi conteste l'interdiction coranique concerne les intérêts du prêt de consommation pour les nécessiteux. Du temps de Mahomet, le prêt servait à financer les caravanes.

- Les intérêts sont interdits parce que l'argent ne saurait enfanter l'argent. L'argent augmente par le travail. Certaines banques ont donné des gains allant jusqu'à 50%. Pourquoi alors ne donner que 5%? Et si le gain ne se réalise pas, pourquoi le propriétaire de l'argent ne supporte-t-il pas les conséquences?

- Le prêt à intérêt est inutile. Dieu ne peut avoir interdit ce qui est bon pour nous.

- L'argent des épargnants n'est pas déposé dans les banques, mais prêté aux banques. Les rapports entre l'épargnant et la banque sont des rapports entre créancier et débiteur. Parler de dépôt est un moyen pour tromper les épargnants.

- Le droit musulman interdit tout intérêt quel que soit son taux. Le fait que le gouvernement intervienne pour limiter les intérêts ne change rien à la nature de ces intérêts.

- Depuis 1965, les institutions islamiques ont condamné unanimement les intérêts. La norme qui en résulte ne saurait être cassée que si une unanimité similaire s'établit en faveur des intérêts.

##### Que faire avec l'argent déposé dans les banques conventionnelles?

Mustafa Al-Zarqa : le musulman se trouvant dans un pays non-musulman peut licitement retirer les intérêts sur son argent placé dans les banques étrangères. Est aussi licite le placement des liquidités non utilisées par une banque islamique que dans les banques étrangères à concurrence de l'excédent non absorbé par les banques islamiques et d'en tirer profit. Bien des choses légalement permises deviennent politiquement des devoirs dans certaines circonstances. Étant donnée la misère actuelle des pays musulmans, il est impensable d'abandonner ces fonds.

La décision de 1986 de l'Académie du droit musulman rattachée à la Ligue du monde musulman dit que le musulman doit retirer les intérêts déjà échus auprès des banques usurières mais il lui est illicite de les utiliser pour subvenir à ses propres besoins ou aux besoins des personnes à sa charge; ces intérêts doivent être dépensés dans l'intérêt général des musulmans. Dans tous les cas, il n'est pas permis de laisser ces intérêts aux dites banques qui, à leur tour, "les donnent aux institutions juives et missionnaires chrétiennes qui convertissent les gens au christianisme; l'argent des musulmans devient de la sorte une arme contre les musulmans et pour détourner leurs fils de l'Islam". Dans tous les cas, il est interdit de continuer à avoir des liens avec ces banques usurières que ce soit avec ou sans intérêts.

### Banques et sociétés d'investissement islamiques

##### Banques islamiques comme droit et devoir

La condamnation du système des intérêts est un appel pour la création de banques islamiques et pour le boycottage du système bancaire dit usurier.

Certains auteurs musulmans n'hésitent pas à prévoir une punition allant jusqu'à la peine de mort contre celui qui se livre à des transactions avec intérêts. Le cheikh Isma'il Khalil explique que celui qui nie l'interdiction des intérêts nie une interdiction prescrite clairement par le Coran et, de la sorte, devient un mécréant.

##### Création des banques islamiques: vin nouveau dans de vieux barils

Le pionnier dans ce domaine fut Ahmed El-Naggar qui avait étudié en Allemagne et avait créé avec l'aide du gouvernement allemand en juillet 1963 dans le village de Mit Ghamr une caisse d'épargne sans intérêts sur le modèle des caisses d'épargne allemandes. Ce projet a été mis au point par des étudiants égyptiens de l'Université de Cologne. Durant les quatre ans de vie, 9 sections ont été ouvertes, avec un million de clients. Ces caisses d'épargne étaient régies par la loi no 17 de 1961. Elles ont pu distribuer des gains s'élevant à 8%. Ces caisses étaient régionales. Mais du moment qu'on a voulu les centraliser, elles ont échoué. Elles ont été ensuite annexées aux banques traditionnelles.

En 1971 fut créée la banque Nasser, C'est une entreprise publique créée en 1971, actuellement placée sous la tutelle du ministre des assurances et des affaires sociales. Elle est à la fois sociale et commerciale. En matière sociale, elle consent des avances sans intérêts pour les mariages, les funérailles, les frais de scolarité, les pèlerins et les démunis. Ses ressources, outre son capital social, sont constituées par ses propres bénéfices, les dépôts des clients et 2% des bénéfices nets des entreprises publiques. En outre, la banque peut obtenir de l'État des prêts sans intérêts. Elle distribue les bénéfices aux épargnants. Ensuite fut créée en 1977, la banque Faysal islamique égyptienne par la loi 48 de 1977, modifiée par la loi 42 de 1981. La banque centrale égyptienne et autres banques traditionnelles ont ouvert des branches qui travaillent selon la méthode musulmane.

L'activité bancaire islamique a commencé avec la création de la banque de Dubaï en 1975, suivie dans la même année par la Banque islamique de développement à Jeddah, établissement international groupant les pays membres de l'OCI.

En Arabie saoudite il n'existe pas de banque islamique bien que la plupart des capitaux finançant les banques islamiques proviennent de ce pays. Ce pays connaît toujours le système de banques traditionnelles, mais résout le problème des intérêts en recourant au terme de revenue (*dakhl*) au lieu d'intérêt (*fa'idah*). On y trouve cependant *Sharikat al-Rajihi al-masrifiyyah lil-istithmar* qui est devenue une banque islamique en février 1988, avec des sections dans différents pays occidentaux et arabes.

La Banque islamique du développement fut créée en Arabie saoudite, et ce pays constitue le principal actionnaire. Il s'agit d'une banque internationale créée pour des raisons politiques, le 20 octobre 1975, à Jeddah.

Il faut aussi mentionner *Dar al-mal al-islami*, créé en Suisse le 27 février 1981, qui est une société holding, traitant avec 22 banques et société diverses. Ensuite le groupe musulman Al-Barka, soumis aux lois du Bahamas.

La première banque islamique créée en Europe est la banque islamique internationale au Danemark en 1983.

Dans certains pays arabes les banques islamiques coexistent avec des banques usurières comme l'Égypte, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Soudan, la Jordanie, le Kuwait, la Tunisie et la Mauritanie.

A ces banques islamiques, il faut ajouter de nombreuses sociétés d'investissement créées par des hommes d'affaires se recommandant de la pratique islamique et réunissant des capitaux sur la base de cette référence. Ces sociétés exercent leurs activités dans des domaines aussi variés que les transports par taxi, l'élevage de poulets, l'agro-alimentaire ou l'industrie du plastique. Certaines de ces sociétés ont à leur tête des frères musulmans reconvertis dans les affaires.

##### Activités des banques islamiques

Les banques islamiques offrent des prestations de service comprenant la plupart de celles offertes par les banques traditionnelles: ouverture de comptes, paiements, encaissements, opérations de change, octroi de garantie, etc. Ces opérations n'impliquent pas le paiement d'intérêts, mais sont soumises à la perception de commissions.

Elles accordent des crédits notamment sous trois formes:

- *Moudaraba*: accord en vertu duquel les banques islamiques fournissent le capital financier, les autres partenaires, le capital humain. Il correspond en gros à la commandite simple. Ici, la banque islamique agit comme commanditaire. Elle fiance totalement un projet industriel ou commercial au profit du client, et ce dernier apporte son travail et son expérience. Les bénéfices résultant du projet sont répartis suivant une proportion préalablement fixée. En cas de perte qui ne serait pas due à une mauvaise gestion, la banque en supporte le préjudice. Dans le cas contraire, le client assume également la perte sans avoir à dédommager la banque du profit qui n'a pas été réalisé.

- *Moucharka*: régime en vertu duquel les banques islamiques et l'entrepreneur mettent en commun leurs ressources financières, afin de fournir le capital nécessaire au démarrage d'une activité. Ce contrat confère à chacun des associés le droit d'administrer les affaires de la société, ainsi que le droit de participer aux bénéfices et de contribuer aux pertes proportionnellement à l'apport.

- *Mourabaha*: il consiste en l'achat d'un bien au comptant et sa revente à terme, avec son prix d'acquisition, augmenté d'un bénéfice déterminé à l'avance.

- Prêts sans intérêts: (le bon prêt: notion reprise des versets 2:245; 5:12; 57:11 et 18; 64:17; 73:20). Ces banques disposent de comptes que les dépositaires sont d'accord de prêter à ce titre. Mais certaines banques exigent des commissions qui couvrent les frais… ne dépassant pas les 4%.

##### Usage du label religieux pour attirer les clients

Les banques traditionnelles existent depuis des siècles et ils ont leurs clients. Malgré cela, les banques islamiques n'ont pas de difficultés à attirer des clients musulmans en profitant du label islamique. Ce phénomène se retrouve dans le cas de la viande halal.

On remarquera à cet égard que les opérations bancaires islamiques portent toutes des noms arabes qui diffèrent de ceux en usage dans les pays arabes. Conscient que de tels termes peuvent être trompeurs et comporter une concurrence déloyale aux opérations bancaires normales, le Maroc refuse d’y recourir et préfère les qualifier d’opérations alternatives. Et les banques islamiques le projet de loi les appelle « le banques participatives ». En Arabie saoudite on refuse l’utilisation de « banques islamiques » . Alors pourquoi les appeler banques islamiques en France ?

Si les pays occidentaux exigeaient des institutions bancaires islamiques l’usage de termes dans les langues locales (le français pour la France, et l’anglais pour l’Italie), les banques islamiques seront moins attractives pour les clients musulmans.

Le label islamique est si efficace que les banques islamiques sont devenues des concourantes dangereuses pour les banques traditionnelles, à tel point que ces dernières, tant dans le monde musulman que dans le monde occidental, se sont senties contraintes d'ouvrir des succursales bancaires pour offrir des services de finance islamique. Se pose alors le problème de la conformité entre le slogan et la marchandise, tant pour les banques que pour les États.

##### Surveillance des banques islamiques

Les banques islamiques posent des problèmes aux gouvernements dans la mesure où elles échappent au contrôle des autorités monétaires. Le système musulman ne donne prise aux autorités monétaires sur aucun des points d'application de la politique monétaire (rémunération des dépôts, coût des crédits, liquidité bancaires, volume des capitaux permanents). Chaque banque islamique décide elle-même du partage des profits (ou des pertes) entre les parties prenantes. Aucune règle ne régit ce partage qui diffère d'une banque à une autre et d'une opération à une autre.

Les opérations des banques islamiques sont supervisées par un conseil religieux composé d'un ou de plusieurs membres choisis parmi les ulémas et les spécialistes en droit comparé croyant en l'idée de la banque islamique. Ainsi les statuts de la banque Faysal islamique d'Égypte prévoit à son article 40 un conseil composé de cinq membres au maximum. La banque islamique de Jordanie ou du Danemark ne dispose que d'un seul conseiller. Ses membres disposent des mêmes moyens et des mêmes attributions que ceux des censeurs comptables. Un représentant du conseil religieux peut assister à n'importe quelle réunion du conseil d'administration, sans avoir droit au vote. Les membres du conseil religieux peuvent demander une réunion spéciale du conseil d'administration pour expliquer leur point de vue sur une question religieuse.

Dans le but d'unifier les opinions des membres des conseils religieux des différentes banques islamiques, un conseil religieux suprême est créé au niveau de la fédération des banques islamiques créée en 1977. Il est composé des présidents des conseils religieux des différentes banques islamiques, ainsi que d'un certain nombre de jurisconsultes, ayant une connaissance approfondie du droit musulman. Les fatwas prises par ce conseil à l'unanimité sont contraignantes pour les banques membres. Mais une banque peut demander un réexamen de la décision. Dans certains pays comme les Émirats arabes unis, la loi prévoit la création d'un comité de contrôle religieux supérieur qui dépend du ministère des affaires islamiques. Il existe donc trois contrôles; contrôle au sein de la banque, contrôle de la part du conseil religieux suprême de la fédération des banques islamiques, et contrôle de comité national.

En plus des conseils de surveillance religieux des banques islamiques il y a des organismes spécialisés dans le développement du financement islamique. Nous les plus importants en citons:

1) The Accounting and Auditing Organization for Islamic Financial Institutions (AAOIFI): cette organisation, dont le siège est à Manama (Bahreïn), est soutenue par des membres institutionnels (155 membres de 40 pays jusqu'à présent) dont des banques centrales, des institutions financières islamiques, et autres acteurs financiers et bancaires mondiaux..

2) International Islamic Financial Market (IIFM): cette organisation, dont le siège est à Manama (Bahreïn), a été fondée avec les efforts collectifs des banques centrales et des agences monétaires du Bahreïn, de Brunei, de l'Indonésie, de la Malaisie, du Soudan et de la Banque islamique de développement en Arabie Saoudite. Elle a pour mandat de prendre part à l'établissement, au développement, à l'autorégulation et à la promotion du marché monétaire et du capital islamique.

3) General Council for Islamic Banks and financial Institutions: cette organisation, dont le siège est à Muharraq (Bahreïn), comprend des organisations bancaires de 18 pays musulmans: Azerbaïdjan, Benin, Émirats arabes unis, Bahreïn, Bangladesh, Jordanie, Turquie, Tunisie, Algérie, Arabie Saoudite, Soudan, Syrie, Palestine, Qatar, Koweït, Liban, Égypte et Mauritanie.

4) Liquidity Management Centre (LMC) : cette organisation, dont le siège est à Manama (Bahreïn), fut établie dans le but de faciliter l'investissement de l'excédent dans les banques et les institutions financières islamiques en conformité avec les principes du droit musulman. Elle est la propriété des institutions bancaires suivantes: Bahreïn Islamic Bank, Dubai Islamic Bank, Kuwait Finance House and the Islamic Development Bank.

5) Islamic Financial Services Board (IFSB) : créé en novembre 2002, il a son siège à Kuala Lumpur, Malaisie, et démarra ses activités en 2003. Forte de 178 membres, dont 42 instances de réglementation et de contrôle, outre la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux et la Banque islamique de développement, cette institution a pour ambition de jouer le rôle d’une banque centrale islamique.

6) Islamic Development Bank: C'est le premier organisme constitué sur une base transnationale, sous les auspices de l’Organisation de la Conférence islamique (OCI), créé en 1973 par 22 États, dont le nombre augmentera ensuite progressivement pour atteindre 57 en 2008.

##### Types de banques islamiques

La multiplication des banques islamistes a eu comme conséquence la spécification de leurs activités. Il y a aujourd'hui des banques islamiques spécialisées dans le développement social, d'autres dans la récolte des dépôts, d'autre encore dans l'émission de papier-valeur pour l'État, etc.

La plus grande partie des banques islamiques ont une vocation locale, appartenant à un État, et sans activités extérieures. D'autres banques ont une vocation internationale, avec des succursales en différents pays. Le plus important exemple est la Banque islamique de développement, dont le siège se trouve à Jeddah.

Il faut aussi signaler la microfinance qui se définit comme la fourniture par des organismes coopératifs, des banques spécialisées ou des organisations non gouvernementales (ONG), de produits ou services financiers, tels que la tenue de comptes, la fourniture de crédits, le transferts de fonds, etc.

### Objections contre les banques islamiques

- Tromperie sur les mots: Le cheikh libanais Al-'Alayli (décédé en 1996) estime que la querelle relative aux intérêts est une tromperie sur les mots (*khida' al-alfaz*) menant à des difficultés insolubles. Selon lui, la banque est un intermédiaire, un courtier entre deux parties, l'une prête l'argent et l'autre emprunte. Or, le contrat de courtage est permis en droit musulman. D'autre part, la banque intermédiaire est soumise à la perte et au gain; on ne peut donc considérer le terme *fawa'id* (intérêts) comme synonyme du terme *riba* (usure) que le Coran interdit. Muhammad Sayyid Tantawi, Grand Mufti égyptien et aujourd'hui grand Imam de l'Azhar, signale que les gains distribués par les banques islamiques et les intérêts distribués par les banques classiques ne diffèrent que dans le nom. Afin de résoudre le problème posé par l'interdiction des intérêts, il propose de créer une commission chargée de revoir les termes utilisés par les banques afin d'écarter tout soupçon d'intérêts. Il faudrait, d'après le Grand Mufti, abandonner le terme *fa'idah* (intérêt) et le remplacer par le terme *ribh* (gain) ou celui de *a'id* (revenu). Au début du 20e siècle, le gouvernement égyptien avait créé une caisse d'épargne dans le cadre de la poste afin que les pauvres puissent y déposer leurs surplus. 3000 de ces pauvres ont cependant refusé de toucher les intérêts sur leur argent. Consulté, l'Imam Rashid Rida proposa alors de présenter ces intérêts comme un gain réalisé dans le cadre d'un contrat de *mudarabah*.

- Si la raison motivant l'interdiction des intérêts est d'éviter que l'argent ne produise de l'argent, le système bancaire musulman ne réalise pas cette condition puisqu'il existe toujours un déposant qui prête son argent à la banque et qui attend un gain de cet argent sans rien faire. La banque islamique réplique qu'elle n'accorde pas de taux de gain fixe au déposant, mais le fait participer au gain et à la perte. Or, il serait plus juste de lui accorder un montant fixe car il n'a aucun mérite dans le gain et on ne saurait lui imputer la perte.

- Les banques islamiques prêtent leur argent à titre de participation dans un projet économique, obtenant parfois des profits annuels exorbitants allant jusqu'à 32% du montant du prêt.

- Les actions des banques islamiques qui se trouvent en Égypte, pour ne citer que ce pays, sont en grande majorité la propriété des non Égyptiens bien que 99% des dépôts sont égyptiens. La plupart de ces dépôts sont investis en Europe et en Amérique contre intérêts contrairement à leurs principes. Quant aux épargnants, les banques en question leurs remettent une partie minime des gains sous appellation différente. De la sorte, elles escroquent les épargnants et drainent l'argent disponible au lieu de contribuer au développement des pays musulmans.

- Les banques islamiques disposent de masses monétaires énormes qui ne sont pas utilisées en raison de manque de projets qui correspondent à leurs principes. Ceci empêche le développement économique d'un pays. Pour remédier à ce problème, les banques islamiques prêtent leurs excédents à des banques traditionnelles contre intérêts, violant ainsi leurs propres principes et trompant leurs clients.

- Les banques islamiques font de la concurrence déloyale à l'égard de l'économie nationale. Elles attirent l'argent grâce à une technique religieuse efficace et se font seconder par des cadres religieux fortement payés pour légitimer leurs activités. Certains de ces cadres font partie de l'Académie de recherches islamiques de l'Azhar. Ils sont derrière le refus de cette Académie de déclarer licites les certificats d'investissement émis par le gouvernement. Ce faisant, ils privent l'État de la liquidité dont il a besoin dans l'intérêt public. Face au blocage de l'Académie en question, l'État a dû recourir à une fatwa obtenue de la part du Mufti de la république le 8 sept. 1989. Ceci est d'autant plus grave que les banques islamiques refusent de prêter l'argent à l'autorité publique parce que celle-ci refuse de les faire participer au profit et à la perte.

- Ces banques ne publient pas d'une manière claire leurs activités. On ignore où elles investissent leur argent. Elles se satisfont de dire que leurs activités ne sont pas usurières.

- Les banques islamiques échappent au contrôle étatique pour la protection des consommateurs et de l'économie nationale. Les banques distribuent des gains aux dépositaires, fixent leurs commissions et accordent des prêts sans en rendre compte à l'État.

- Les attaques répétées des banques islamiques contre les banques classiques dans les pays arabes et musulmans finiront par ruiner ces dernières. Or, ce faisant, ces banques islamiques ne font que réaliser les objectifs "du communisme et du sionisme" qui voudraient maintenir les sociétés islamiques dans la pauvreté et en état de faiblesse.

- Les rapports annuels des conseils religieux des différentes banques islamiques ne font que se répéter année après année. On reproche aussi à ces conseils leur dépendance envers les banques puisqu'ils sont payés par ces dernières et risquent de se faire renvoyer s'ils n'approuvent pas leurs activités. On signale aussi une concurrence entre les spécialistes qui offrent leurs services au plus payant. Certains ont essayé d'influencer le Mufti d'Égypte pour l'empêcher d'émettre une fatwa en faveur des certificats d'investissements.

##### Scandales provoqués par les banques islamiques

Des scandales en Égypte et ailleurs ont terni l'image du système bancaire islamique. Des sociétés d'investissement islamiques parvenaient à offrir aux déposants des gains allant jusqu'à 30%, évidemment en évitant soigneusement d'utiliser le terme tabou intérêts. Ces gains provenaient de fonds nouveaux obtenus sur la base de l'attrait de ces profits, exactement comme dans l'affaire Madoff. Ces sociétés, environ 200, gèrent des fortunes variant, selon les estimations, entre 8 et 14 milliards de livres égyptiennes dont la moitié aurait été dans les mains d'Al-Rayyan. Sans comptabilité et sans gestion moderne, elles se livraient principalement à des spéculations sur le marché international et à l'accaparement des biens pour s'enrichir. Elles ont provoqué ainsi des pertes pour des milliers d'épargnants. Parfois aussi certaines sociétés amassaient des fortunes et ensuite leurs propriétaires disparaissaient de l'Égypte en emportant l'argent des épargnants à tout jamais. Au Soudan, les dispositions bancaires promulguées par le président Numeiri ouvraient aux Frères musulmans un nouveau champ d'activités fructueuses. Liés aux capitaux saoudiens qui s'investissaient depuis 1979 par le biais de la *Faysal islamic bank*, les Frères musulmans créèrent plusieurs nouvelles banques. Alors que la famine s'étendait au Soudan, ils ne se sentaient nullement gênés d'accaparer les grains sur une grande échelle et de réaliser d'énormes bénéfices en les revendant après la hausse des cours. Quant à la banque islamique en question, dispensée d'impôt sur les bénéfices, elle avait réalisé un bénéfice de 100% dès sa première année de fonctionnement.

##### Mutation de banques traditionnelles et création de banques islamiques en Occident

Face à la crise financière actuelle et au succès des banques islamiques à attirer de riches clients musulmans, beaucoup de banques traditionnelles, dans les pays musulmans mais aussi occidentaux, ont commencé à se transformer en banques islamiques, à ouvrir des succursales spécialisées en activités de type islamique et à offrir de telles opérations.

Cet engouement de la part des Occidentaux est considéré par les auteurs musulmans en général comme la preuve que les normes islamiques sont capables de gérer la société en tout temps et en tout lieu, et comme un enrichissement du système islamique parce qu'il met à sa disposition l'expérience séculaire et la technologie moderne des banques traditionnelles. Mais il y a aussi ceux qui voient dans cet engouement une manière de tromper et d'attirer les clients musulmans.

Les politiciens occidentaux craignent que l'afflux de capitaux musulmans dans les banques occidentales n'influence le système économique et idéologique occidental. Le système bancaire musulman véhicule avec soi non seulement l'argent mais aussi des règles dans les activités économiques et dans les rapports humains. Sur le plan des activités économiques, les banques islamiques n'acceptent pas de financer les casinos, les piscines mixtes, l’élevage porcin, l’industrie vinicole, les cafés, restaurants et marchés vendant de l’alcool, le cinéma, le Moulin rouge, les revues et média qui critiques l’islam, les, couples pacsés ou cohabitant sans se marier, mais vous avez plus de chance de passer en priorité si vous avez épousé quatre femmes, en toute légalité islamique, abattoirs et boucheries non halal. Le comité de contrôle sera composé de musulmans. Sur le plan des rapports humains, ces banques ne permettent pas le travail de la femme dans les mêmes bureaux que les hommes, imposent le voile aux employées et exigent un accès séparé pour les femmes à leurs services de clientèle. C'est le principe: "qui paie commande". Il y a aussi la peur que les banques islamiques servent comme intermédiaire pour financer le terrorisme international. Oscar Freysinger, un parlementaire suisse, avertit: "Ça commence avec la finance islamique et ça finit avec Ben Laden qui organise des attentats avec notre argent". Il y a trois ans j’ai participé à un colloque sur les finances islamiques à Genève. Une partie des frais du colloque était payée par une banque islamique de Bahreïn, et l’entrée était payante. Résultat : le repas de midi n’était pas arrosé.

En France, plusieurs banques conventionnelles de dépôts ont ouvert des guichets islamiques, de sorte que les musulmans français peuvent effectuer des opérations, dans l’esprit de l’islam, auprès d’au moins quatre établissements, dont la *Société Générale* et *BNP Paribas*. Les objections relatives au souhait que manifestent certains de voir favorisée l’installation d’établissements financiers islamiques se heurte à des oppositions, tenant à des arguments relatifs:

* Au "problème d’opacité d’origine et de destination des fonds", de sorte que l’établissement pratiquant ce type de finance pourrait s’adonner involontairement au financement d’activités terroristes, mais nous verrons plus loin qu’un tel argument paraît peu fondé ;
* A l’esprit même qui inspire les gestionnaires de tels établissements et qui irait à l’encontre des principes de laïcité servant de socle aux valeurs de notre pays;
* Au fait qu’elle favoriserait une tendance au communautarisme identitaire que caractérise la volonté, manifestée par certains musulmans, de relever de normes morales et culturelles différentes de celles acceptés par les autres citoyens, allant ainsi dans le sens d’une sectorisation de la nation.

Signalons ici qu'en Chine, la population musulmane est estimée à 20 millions de personnes et la province du Xinjiang, dont la croissance économique s’est accélérée à partir de 2000, et qui abrite la moitié de cette population, soit environ 10 millions, possède plusieurs établissements financiers proposant à leurs guichets des produits financiers islamiques. Ce qui prouve, si besoin est, que "l'argent n'a pas d'odeur" (*Pecunia non olet*), selon la réponse de Vespasien.

En tout cas, les perspectives de gain et de nouveaux emplois dans le champ des finances islamiques aujourd'hui incitent les universités occidentales à offrir un enseignement spécialisé pour leurs étudiants. De plus en plus de congrès et de rencontres sont organisés en collaboration avec des universités et organismes économiques musulmans. Mais on remarque en général que les experts qui combinent une connaissance du droit financier islamique, les techniques bancaires et les règles juridiques modernes qui les régissent sont peu nombreux.

##### Histoire de Vevey en 2011

Prêt de 2’000’000.- CHF sans intérêts pour 33 ans à la Fondation islamique de Vevey. La raison invoquée par cette Fondation et par la Municipalité est que le droit musulman ne permet pas les intérêts. Or la commune devra emprunter et payer des intérêts pour accorder ce prêt

Bonjour,

Nous vous remercions de l’intérêt que vous portez à notre Banque. Malheureusement, nous sommes dans le regret de vous informer que la Banque n’accorde pas de crédit. Elle s’occupe uniquement de la gestion de fortune et de l’investissement de celle-ci.

Malheureusement il n’y a pas de Banque Islamique en Europe qui accorde des crédits.

En vous souhaitant du succès dans vos recherches, nous vous prions d’agréer nos salutations distinguées.

Faisal Private Bank (Switzerland) SA

3, Quai du Mont-Blanc

1211 Geneva 1, Switzerland

Tel. direct: +41 22 908 53 00

Merci de votre réponse qui tombe à point. Voilà deux articles que je viens de publier sur mon blog ce matin. Je vous en donne les références:

<http://www.maisonapart.com/edito/immobilier-gestion-du-bien/proprietaire-locataire/premier-pret-a-l-habitat-compatible-avec-l-islam-o-4703.php>  
<http://www.maisonapart.com/edito/immobilier-gestion-du-bien/proprietaire-locataire/comptes-et-prets-compatibles-avec-la-charia-arrive-5753.php>

Ces deux articles précisent que les institutions bancaires en question achètent le bien immobilier et le revendent avec une marge, sans prendre d’intérêts (en fait, la marge remplace les intérêts). Ceci est conforme au droit musulman d’après les spécialistes musulmans de ces deux institutions bancaires.

Je vous laisse donc le soin de suggérer à la Fondation islamique de prendre contact avec ces deux institutions pour réaliser leur projet.

Mais si la Fondation islamique tient à avoir le prêt de la Commune de Vevey, je suis prêt à rédiger un contrat conforme au contrat établi par ces deux institutions et selon leurs modalités. Ce qui signifie que l’immeuble en question sera acheté et réparé aux frais de la Commune, mais il sera revendu à la Fondation avec une marge qui remplace les intérêts.

Voilà ce qui pourrait  
- soulager la bonne conscience de la Fondation islamique  
- éviter un prêt gratuit à la Commune de Vevey  
- éviter la création d’un précédent sur le plan suisse.

##### Les suquq islamiques souveraines égyptiennes

Il y a eu ces derniers temps la proposition d’offrir des suquq islamiques souveraines en Egypte, mais cela a été refusé par l’Azhar estimant que ces suquq pouvaient conduire à aliéner des biens de souveraineté et mettre en danger le pays comme le Canal de Suez. L’acquisition de tels suquq par des non égyptiens serait contraire au droit musulman parce qu’il est interdit de disposer de biens appartenant au peuple, sans pouvoir protéger les individus contre ceux qui possèdent ces suquq. On s’attendait à ce que ces suquq rapportent 200 milliards de dollars. Elles seraient vendues à des investisseurs comme des banques, institutions contre le paiement de gains convenus d’avance selon les gains réalisés par le projet. L’expert de ces suquq dit qu’ils ne comportent pas d’intérêts et remplacent les emprunts contre intérêts par l’état égyptien auprès du FMI et autres. Mais il dit que l’Egypte doit produire des lois réglementant ces suquqs.

إذا كانت الصكوك الاسلامية هي تمويل مقابل نسبة من الربح، سيعني ذلك انها " قرض يجلب فائدة" تماما مثل الربا. ان القروض الربوية هي ايضا تمويل مقابل نسبة من الارباح. وكما ان الصكوك الاسلامية تمول مشاريع لاتعلم إذا كانت ستربح ام لا وانما قامت بدراسة جدواها الاقتصادية وتمولها انطلاقا من توقعات الربح، فإن التمويل الربوي يعمل بذات الآلية. المسألة بأكملها هي التلاعب بالالفاظ وغش المسلم البسيط بخلق فروقات وهمية. واتساءل، ماذا سيفعلون عندما سيأتي المواطن العادي لطلب قرض لتمويل شراء مسكنه مثلا؟ هل سيطلبون منه التشارك بالارباح لتمويل كلفة القرض عوضا عن طلب نسبة محرمة؟ ولكن البيت للاستهلاك وليس فيه اية عوائد!! هل سيحرمون القروض على المستهلكين ام سيلجأون الى الغش وتغيير الالفاظ لخلق حيلة على الله؟ انهم يضعون انفسهم في مأزق

###### Arabie saoudite

L'article 2 de la loi saoudienne sur les marques commerciales[[1]](#footnote-1) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

b) Any expression or sign or drawing violating religion , or which is identical or similar to a symbol of religious nature.

d) Any expression, sign or drawing inconsistent with public order or public morality.

e) Public emblems, flags and other signs, names or denominations pertaining to the Kingdom or pertaining to one of the countries with which it has reciprocal treatment or pertaining to one of the countries being a member of a multi-lateral international treaty in which the Kingdom is a party or pertaining to an international or governmental organization and also any imitation to these emblems, flags, symbols, names and denominations unless permitted by such owner.

L'article 4 de l'ordonnance relative aux marques commerciale[[2]](#footnote-2) ajoute:

If the trademark sought to be registered contains one word or more written in a foreign language, the applicant must submit a certified Arabic translation of such word / words together with the phonetic transcription thereof.

###### Bahrain

L'article 3 de la loi du Bahrain sur les marques commerciales[[3]](#footnote-3) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

B) Any expression, drawing or sign contrary to religion, morality or public order.

D) Armorial bearings, flags, public slogans, and other insignia belonging to member states of Paris Convention or any imitation of such armorial bearings, flags, slogans or insignia, subject to the provisions of article 6ter of the Paris Convention for the protection of industrial property.

E) signs which are identical to the sign of the Red Cross or the Red Crescent and other signs that are imitations thereof.

F) Marks identical or similar to symbols of a purely religions nature.

L'ordonnance relative aux marques commerciale[[4]](#footnote-4) ne comporte pas de disposition sur la traduction des termes non arabes du logo mais l'article 22 de cette ordonnance stipule que toutes les demandes et les correspondances présentées au registre commercial doivent être faites en langue arabe, et celles qui sont en langue étrangère doivent être accompagnées d'une traduction arabe et anglaise attestée par les autorités officielles.

###### Émirats arabes unis

L'article 3 de la loi fédérale émiratienne sur les marques commerciales[[5]](#footnote-5) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

2. Any mark violating the public morals or in violation of public order.

3. Public emblems, flags and other symbols pertaining to the State, Arab or international organizations or any institutions thereof, or any foreign county unless having an authorization therefrom, or any imitation of such emblems, flags or symbols.

4. Symbols of the Red Crescent or the Red Cross and other similar symbols as well as the marks which are imitations thereof.

5. Marks which are identical or similar to the symbols of pure religious nature.

L'article 8 de l'ordonnance relative aux marques commerciale[[6]](#footnote-6) ajoute:

Si la marque commerciale contient un ou plusieurs mots écrits dans une langue autre que l'arabe, il est nécessaire d'en présenter une traduction certifiée en langue arabe.

###### Irak

L'article 5 de la loi irakienne sur les marques commerciales[[7]](#footnote-7) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

2) Marks, expressions, or designs which are injurious to public morals or contrary to public order and which the Registrar considers to conflict with the public interest.

3) Marks which are identical with, or similar to the flags, coats of arms, decorations and medals of Iraq or of any foreign State, or of the United Nations or of any Agency thereof.

4. Marks identical with or resembling symbols of a purely religious nature

5) Marks which are identical with, or similar to, the insignia of the Red Cross, Red Crescent, Geneva Cross, or Red Star.

L'article 10 de l'ordonnance relative aux marques commerciale[[8]](#footnote-8) ajoute:

Si la marque commerciale contient un texte écrit dans une langue autre que l'arabe l'officier chargé de l'enregistrement peut en demander une traduction ou une clarification.

###### Jordanie

L'article 8 de la loi jordanienne sur les marques commerciales[[9]](#footnote-9) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

2- The insignia or decorations of the government of the Hashemite Kingdom of Jordan or those of foreign states or countries unless with the authorization of the competent authorities.

6- Marks which are contrary to the public order or morality […].

8- Marks identical with or similar to emblems of exclusively religious signification.

11- Marks which are similar to or identical with the insignia of the Red Crescent or the Red Cross on a white background or the insignia of the red Cross or the Cross of Geneva.

L'article 21 de l'ordonnance relative aux marques commerciale[[10]](#footnote-10) ajoute:

Si la marque commerciale contient un ou plusieurs mots écrits dans une langue autre que l'arabe l'officier chargé de l'enregistrement peut demander de le faire traduire de façon exacte, et le requérant ou son mandaté doit présenter cette traduction et la signer si l'officier le lui demande.

###### Kuwait

L'article 62 du code commercial du Kuwait[[11]](#footnote-11) indique que les marques suivantes ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement:

2. Any expression, drawing or mark against public morals or public order.

3. Public emblems, flags and other symbols pertaining to the state, United Nations or any body thereof or any state having reciprocity of treatment with Kuwait or any imitation of such emblems.

4. Symbols of the Red Crescent or the Red Cross and other similar symbols as well as marks which are imitations thereof.

5. Marks identical with or resembling symbols of a purely religious nature.

L'article 7 de l'ordonnance relative aux marques commerciale[[12]](#footnote-12) ajoute:

Si la marque commerciale contient un ou plusieurs mots écrits dans une langue autre que l'arabe l'officier chargé de l'enregistrement peut demander au requérant la présentation d'une traduction officielle en langue arabe indiquant sa translittération en arabe.

###### Lois inspirées du droit égyptien

Les lois des six pays cités se ressemblent entre elles, et sont très probablement inspirées de la loi égyptienne de 1939[[13]](#footnote-13) dont l'article 5 indique les marques susmentionnés qui ne peuvent pas faire l'objet d'enregistrement, marques reprises par l'article 67 de la loi égyptienne relative à la protection de la propriété intellectuelle de 2002[[14]](#footnote-14) que nous citons ici:

2- Marks that contravene public order or morals;

3- General emblems, flags and other symbols of the State or other States, regional or international organizations, as well as any imitation therefor;

4- Marks that are identical or similar to symbols of pure religious nature;

5- Red cross or red crescent symbols or other similar symbols; as well as marks that are imitation thereto.

1. Texte anglais dans: <http://www.mci.gov.sa/english/moci.aspx?Type=8&PageObjectId=724> [↑](#footnote-ref-1)
2. Texte arabe dans <http://www.mci.gov.sa/english/moci.aspx?Type=8&PageObjectId=725> [↑](#footnote-ref-2)
3. Texte anglais dans: <http://www.legalaffairs.gov.bh/viewhtm.aspx?ID=K1106&E=1> [↑](#footnote-ref-3)
4. Texte arabe dans <http://www.legalaffairs.gov.bh/viewhtm.aspx?ID=RCAG1293> [↑](#footnote-ref-4)
5. Texte anglais dans: <http://members.rediff.com/law/uae-t.htm> [↑](#footnote-ref-5)
6. Texte arabe dans <http://www.dubaicourts.gov.ae/portal/page?_pageid=53,72555,53_72575:53_80567&_schema=portal&_dad=portal&_pageid=53,72555,53_72575:53_80567&_piref53_80704_53_72555_80567.hastoplink=NO&_piref53_80704_53_72555_80567.prc_name=RPT_GROUPED_LAWS,RPT_LAWS_01,RPT_LAWS_01&_piref53_80704_53_72555_80567.prc_disp_name=Laws%20by%20type,,,,&_piref53_80704_53_72555_80567.prc_disp_name_ar=%C7%E1%CA%D4%D1%ED%DA%C7%CA%20%CD%D3%C8%20%C7%E1%E4%E6%DA%20,,,,&_piref53_80704_53_72555_80567.formno=0&_piref53_80704_53_72555_80567.hassearch=NO&_piref53_80704_53_72555_80567.law_key=193&_piref53_80704_53_72555_80567.item_key=1&_piref53_80704_53_72555_80567.called_from=1> [↑](#footnote-ref-6)
7. Texte anglais dans: <http://www.utmps.com/getattachment/da422d05-de86-49cf-90e6-a7e85b3db501/Iraq-Trademark-Law.aspx>, complété par le texte arabe dans: <http://www.legislations.gov.iq/LoadLawBook.aspx?SP=FREE&SC=290320067940779&Year=1957&PageNum=1> [↑](#footnote-ref-7)
8. Texte arabe dans <http://www.legislations.gov.iq/LoadLawBook.aspx?SP=FREE&SC=120120012021542&Year=1957&PageNum=1> [↑](#footnote-ref-8)
9. Texte anglais dans: <http://www.mit.gov.jo/portals/0/tabid/506/trade%20mark%20law.aspx> [↑](#footnote-ref-9)
10. Texte arabe dans <http://www.lob.gov.jo/ui/bylaws/search_no.jsp?no=1&year=1952> [↑](#footnote-ref-10)
11. [http://www.utmps.com/getattachment/59789790-90b7-4220-b2c6-9efe699ff969/Kuwait-Trademark-Law.aspx](file:///D:\Downloads\%09http:\www.utmps.com\getattachment\59789790-90b7-4220-b2c6-9efe699ff969\Kuwait-Trademark-Law.aspx) [↑](#footnote-ref-11)
12. Texte arabe dans <http://www.moci.gov.kw/wps/portal/!ut/p/kcxml/04_Sj9SPykssy0xPLMnMz0vM0Y_QjzKLN4h39gTJgFjGpvqRqCKOcAFfj_zcVP0goESkOVAkLFA_Kic1PTG5Uj9Y31s_QL8gNzSi3NvREQAcPsvf/delta/base64xml/L0lJSk03dWlDU1lBIS9JTGpBQU15QUJFUkVSRUlrLzRGR2dkWW5LSjBGUm9YZnJDRUEhLzdfMF9WUS8x?WCM_PORTLET=PC_7_0_VQ_WCM&WCM_GLOBAL_CONTEXT=/wps/wcm/connect/moci/%D8%A7%D9%84%D8%AE%D8%AF%D9%85%D8%A7%D8%AA+%D8%A7%D9%84%D8%A7%D9%84%D9%83%D8%AA%D8%B1%D9%88%D9%86%D9%8A%D8%A9/%D8%AE%D8%AF%D9%85%D8%A7%D8%AA+%D9%88%D9%85%D8%B9%D8%A7%D9%85%D9%84%D8%A7%D8%AA/%D8%A5%D8%AF%D8%A7%D8%B1%D8%A9+%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%86%D8%B8%D9%85%D8%A7%D8%AA+%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%A7%D9%84%D9%85%D9%8A%D8%A9/%D8%A7%D9%84%D9%84%D8%A7%D8%A6%D8%AD%D8%A9+%D8%A7%D9%84%D8%AA%D9%86%D9%81%D9%8A%D8%B0%D9%8A%D8%A9+%D9%84%D8%B3%D8%AC%D9%84+%D8%A7%D9%84%D8%B9%D9%84%D8%A7%D9%85%D8%A7%D8%AA+%D8%A7%D9%84%D8%AA%D8%AC%D8%A7%D8%B1%D9%8A%D8%A9> [↑](#footnote-ref-12)
13. Texte arabe dans <http://www.aproarab.com/Down/Egypt/60.doc> [↑](#footnote-ref-13)
14. Texte anglais <http://www.solimanadvocates.com/Publications/law82-3.pdf> [↑](#footnote-ref-14)